

Rapport aux participant-e-s

Décembre 2007

La francité transnationale : pour une sociolinguistique de la mouvance

Chercheure principale : Monica Heller (Université de Toronto)

Co-chercheurs :

Normand Labrie (Université de Toronto)

Annette Boudreau et Lise Dubois (Université de Moncton)

Collaborateurs :

Peter Auer (Universität Freiburg)

Gabriele Budach (J.W. Goethe-Universität- Frankfurt)

Alexandre Duchêne (Universität Basel)

Philippe Hambye (Université catholique de Louvain)

Emmanuel Kahn (Université de Montréal)

Werner Kallmeyer (Institut für Deutsche Sprache)

Matthieu LeBlanc (Université de Moncton)

Claudine Moïse (Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse)

Assistant(e)s de recherche :

Emanuel da Silva, Lindsay Bell, Mireille McLaughlin et Mary Richards
(Université de Toronto)

Sonya Malaborza et Hubert Noël (Université de Moncton)

Subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (2004-2007)

Structure du rapport

- 1) Introduction
- 2) La structure étatique
- 3) Les structures communautaires et la diversité
- 4) La production culturelle et identitaire
- 5) La traduction et les industries de la langue
- 6) Conclusion
- 7) Bibliographie

1) Introduction

L'objectif de ce programme de recherche était de cerner les changements en cours dans la façon de penser et de vivre la francophonie canadienne, notamment en milieu minoritaire – espace témoin, selon nous, des liens entre la nouvelle économie mondialisée et la redéfinition des idées de la nation, de l'appartenance, de l'identité et de l'État à travers le monde. Nous avons noté une transformation profonde, à partir des années 80, dans les conditions permettant de reproduire l'idée moderne de la francophonie, basée sur le concept des droits politiques qui reviennent à un peuple. La nouvelle économie mondialisée met l'accent sur la mobilité et la mixité; elle valorise la langue comme habileté technique en même temps qu'elle met sur le marché du tourisme et de la culture des identités authentiques (et souvent authentifiées par la langue). Ces changements sont accompagnés par une augmentation dans le taux d'immigration de francophones en dehors du Québec, l'urbanisation de la population (surtout des jeunes et des immigrants francophones), un transfert de la population francophone de l'est vers l'ouest, une baisse d'activités économiques traditionnelles pour les francophones (notamment dans les secteurs primaires et secondaires), et des tentatives de développer le secteur tertiaire (tourisme, traduction, communications, arts et culture).

Nous présentons ici les résultats de nos enquêtes dans des domaines d'activités précis : 1) les changements dans les bases de financement fédéraux, qui, dans la période 1993-2003 a redéfini la cible principale, pour valoriser le *développement économique communautaire* des bastions traditionnels; 2) l'immigration, qui change le profil démographique de la communauté et donc les critères d'inclusion et d'exclusion; 3) la production artistique et culturelle comme bien d'échange, circulant au Canada et en Europe francophone souvent en lien avec et le tourisme et l'immigration, et qui sert d'espace à la fois de commercialisation d'identités « authentiques » et traditionnelles aussi bien que d'identités « modernes », et de revendication d'un nouvel imaginaire que nous qualifions de « post-national »; et 4) la traduction et les industries de la langue, qui mettent en relief la langue comme habileté technique, mais qui connaissent néanmoins un débat sur comment on peut (et qui peut) définir la qualité du produit langagier.

On constate à travers ces domaines quatre positionnements en cours simultanément : 1) la valorisation de l'authenticité et du local dans le cadre d'un marché transnational qui fait circuler soit les biens d'échange (sur le marché surtout français) soit les consommateurs (dans le cadre de l'industrie touristique), et donc qui requiert la mobilité et la transformation de l'identité en produit essentialisé; 2) la revendication, notamment dans l'industrie de la langue, d'une forme universalisée et facilement transportable/transposable de la langue, détachée des liens d'appartenance et d'authenticité; 3) des revendications, notamment dans les milieux associatifs, scolaires et culturels, pour une multiplication des sources d'authenticité, c'est-à-dire une authenticité polycentrique où chaque centre se trouve en lien les uns avec les autres par le biais de la mobilité géographique des acteurs et de leurs produits culturels; et 4) la revendication, surtout dans le milieu artistique et culturel, d'une francité post-nationale et hypermoderne dont les grandes lignes ne commencent qu'à émerger maintenant.

2) La structure étatique

Au courant des années 90s, le gouvernement canadien a adopté une approche néolibérale au financement des minorités de langue officielle. Auparavant, ce financement était basé sur une logique de droits et de sauvegarde de la langue et de la culture des minorités; dorénavant, il se trouve basé sur le concept de « développement économique communautaire ». Le résultat est la transformation des langues et des identités en biens d'échange, des citoyens en clients, et des États en producteurs.

Ceci dit, il faut noter que le concept de « développement économique communautaire » fut le produit de débats autour de la tension entre l'orientation individualiste des réformes néolibérales et celle, collectiviste, autant de la clientèle francophone que des agences étatiques ayant la dualité linguistique comme mandat. Il représente une tentative de réconcilier le concept, toujours important pour la légitimité de l'État canadien, de la « collectivité » francophone, et sa base traditionnelle, rurale et monolingue, avec le cadre néolibéral et cosmopolite des conditions actuelles.

En effet, à partir des années 60, le gouvernement fédéral a mis sur pied une variété de programmes afin de maintenir l'idée de la communauté francophone en dehors du Québec, et ainsi contrecarrer le nationalisme québécois. La plupart de ces initiatives visaient le maintien de la langue, de la culture et de l'identité francophones, et comprenaient les bastions traditionnels de cette collectivité comme étant les régions rurales ou semi-rurales vouées à l'extraction des ressources primaires ou à leur transformation industrielle. Mais cette économie s'est effondrée à partir de la fin des années 80, déclenchant une crise linguistique, sociale et culturelle dans ces régions.

La *Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada*, ou FCFA (l'organisme porte-parole de ces collectivités) a réagi à partir de 1990 en examinant de près les dimensions et les conséquences de cette crise. Elle a établi comme priorités la formation des francophones pour les nouvelles conditions économiques et le développement économique des régions affectées, et s'est mis à chercher l'appui gouvernemental pour ces efforts. Les sources traditionnelles, notamment au sein de Patrimoine canadien, n'avaient pas ce genre d'activité comme mandat. Le gouvernement a pu par contre distribuer la responsabilité pour les communautés de langue officielle à travers plusieurs ministères et agences, en s'appuyant sur l'Article 41 de la Loi sur les langues officielles, qui établit la responsabilité gouvernementale pour le « développement » de ces communautés. Un comité conjoint entre la FCFA et divers ministères et agences a été mis sur pied pour définir les priorités et développer des programmes.

Les structures ont changé à plusieurs reprises entre 1993 et 2003, comme en témoignent les changements de nom, de mandat et de sources de financement. Le problème central était le décalage entre l'orientation collectiviste des organismes francophones et des agences étatiques vouées à la dualité linguistique, d'une part, et d'autre part, les programmes de formation et de développement économique existant qui obéissaient à la logique néolibérale de la préparation de l'individu pour le marché du travail, ou de l'appui aux entrepreneurs pour la création d'emplois. En 2003, le *Plan d'action pour les langues officielles* a fourni le cadre nécessaire pour permettre l'introduction du concept de développement économique communautaire (et spécifiquement des communautés de langue officielle en milieu minoritaire) dans les

programmes de financement. Par 2005 des structures et un financement plus stable ont pu être établis, spécifiquement le *Comité national de développement économique et d'employabilité*, qui gère un réseau pan-canadien, le *Réseau de développement économique et d'employabilité* (le RDÉE).

Le RDÉE a quatre domaines prioritaires, dont deux socio-démographiques (la jeunesse et les régions rurales) et deux sectoriels (l'économie du savoir et le tourisme). Les priorités ne comprennent ni la formation individuelle, ni les régions urbaines qui attirent de plus en plus de francophones, autant des bastions traditionnels que de l'extérieur du Canada. Cependant, les efforts du RDÉE sont agencés avec ceux de d'autres agences gouvernementales animées par le *Plan d'action*, notamment dans le domaine de l'immigration (avec des tentatives d'attirer les immigrants aux bastions traditionnels).

En effet, en mars 2002, le ministère de Citoyenneté et immigration Canada (CIC) a mis en place un Comité directeur Citoyenneté et immigration Canada – Communautés francophones en situation minoritaire, visant la mise en place de conditions (recrutement, sélection, accueil, intégration, régionalisation) favorisant l'immigration francophone au sein des communautés francophones en milieu minoritaire. En novembre 2004, ce ministère fédéral a lancé sa nouvelle stratégie : « *Favoriser l'immigration au sein des communautés francophones en situation minoritaire* ».

Dès le début des années 2000, l'état s'implique dans le développement économique aussi par une intervention directe dans les domaines de la culture et du tourisme, autant en ce qui concerne la performance d'artistes et d'artisans que la vente ou l'exposition de leurs produits, et à la circulation de ces produits (spectacles, performances, foires, festivals) dans les marchés francophones de l'Europe. Par ailleurs, sur les lieux européens, nous avons aussi constaté l'agencement des agences culturelles et les agences responsables de l'immigration, les lieux de performance de la canadianité francophone étant non seulement une occasion de vente de produits, mais aussi un moment pour combiner le recrutement de touristes et d'immigrés éventuels.

Le dernier domaine d'implication étatique concerne l'industrie de la langue. L'État cherche non seulement à introduire dans la nouvelle économie les bastions traditionnels de la francophonie canadienne, mais elle cherche aussi à mettre en valeur les biens culturels d'une communauté authentique, ainsi que l'expertise linguistique acquise à travers des décennies de gestion du bilinguisme officiel. Dans ce domaine, qui comprend la traduction, l'enseignement des langues et la technologie de la langue, la gestion du plurilinguisme est considérée une habileté technique, transposable à d'autres contextes, et donc aussi commercialisable sur le marché mondialisé.

3) Les structures communautaires et la diversité

Notre travail dans le domaine de la mobilité et la mixité ethnoculturelle et ethnoraciale nous a amené à explorer deux terrains principaux : un centre communautaire francophone et une école secondaire publique de langue française (tous deux dans la région torontoise). Les questions qui ont motivé notre travail de terrain dans le domaine de l'immigration étaient : Qu'est-ce que ça veut dire être une institution francophone ou être francophone ou en milieu urbain minoritaire ? Quelles idéologies de la langue et de la culture cette épithète réunit-elle ? Comment les institutions de langue française gèrent-elles les tensions qui découlent des mandats fédéraux et provinciaux quant à la place du

français comme langue officielle du pays et de la diversité de la population qu'elles accueillent? Que cherche la clientèle des institutions et comment se positionne-t-elle face à la structuration du marché linguistique torontois et canadien?

Le centre communautaire francophone

Le centre communautaire est un organisme parapluie qui offre divers services en français à la population de Toronto. Nous nous sommes intéressés au centre puisque son évolution nous paraît illustrer parfaitement les changements en cours. À son inauguration en 1976, il était surtout un centre culturel voué au maintien et à l'épanouissement de la collectivité francophone de Toronto. Depuis les années 1990, l'organisme s'est de plus en plus dévoué à l'offre de services aux nouveaux-arrivants francophones pour faire face, justement, aux transformations démographiques de la population franco-torontoise. Donc notre collaboration avec le centre nous a permis d'examiner le repositionnement des institutions en fonction d'une clientèle qui est considérée, pour plusieurs, comme étant nouvelle. Le centre tente de se positionner comme centre de ralliement francophone alors que la population qu'il accueille ne le fréquente que pour un laps de temps limité (de 3 à 5 ans selon les représentants que nous avons interviewés). Le centre est donc un lieu de tension entre un modèle d'une communauté stable qui encadre les activités et les appartenances de ses membres de manière monolithique, et la réalité de la mobilité des individus, et de leurs appartenances multiples à divers réseaux sociaux qui peuvent ne jamais converger.

L'école secondaire de langue française

Nous nous sommes intéressés à cette école en tant qu'institution dont les discours dominants, issus d'une histoire de luttes pour des espaces francophones linguistiquement et culturellement homogènes, sont mis à défi par l'immigration et la pluralité ethnolinguistique de la communauté francophone canadienne et torontoise. Comment l'école, tout comme d'autres institutions de langue française compose-t-elle avec la diversité ethnolinguistique reflétée par la communauté francophone actuelle? Nous avons observé des tentatives de réinscrire la francophonie dans le multiculturalisme canadien. Par exemple, la mise en place d'une nouvelle politique d'aménagement linguistique, un programme qui vise la protection, la transmission et la mise en valeur de la culture et la langue françaises, montre une certaine reconnaissance de la diversité ethnoculturelle représentée par la clientèle et le personnel scolaires. En même temps, ce même programme ouvre de nouveaux espaces pour revendiquer de façons nouvelles (et souvent contestatrices) de pratiquer la francophonie canadienne. En effet, toute intégration des expériences et trajectoires des nouveaux arrivés déclenche une redéfinition des savoirs et des pratiques reconnus comme légitimes ainsi que des démarches institutionnelles pour les reconnaître.

4) Production culturelle et identitaire

Notre enquête nous a amené à étudier diverses manifestations liées à la production, à la circulation et à la consommation de produits et de performances identitaires franco-canadiens dans le développement du tourisme patrimonial, de produits du terroir et de marchés de niche. L'enjeu était de saisir qui faisait la promotion de quelles images du Canada et du Canada francophone (en général, ou sous la forme spécifique de l'Acadie ou du Québec), en s'inscrivant dans quels types de réseaux, à quelles fins et en utilisant quels biens. Sur le plan théorique, nous voulions voir en quoi

l'inscription néolibérale de l'identité dans une logique économique mettait à défi la conception modernisante de l'identité comme une chose territorialisée et essentialisée. La production et la circulation de nouveaux biens artistiques et culturels, sur le plan national ou dans les échanges transnationaux Canada/Europe francophone, façonnent une image du Canada (et particulièrement du Canada français) en tension entre une vision « authentique » et une autre tournée vers une postmodernité mondialisée.

Ce volet du projet nous a menés à des festivals, des spectacles et des foires commerciales, en Ontario, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en France, en Suisse et en Belgique pour y étudier la production, la mise en circulation et la réception de produits et de performances franco-canadiens. Nous avons suivi la circulation de ces derniers dans les spectacles à grand déploiement (Ontario et Nouveau-Brunswick), dans les festivals (Ontario et Nouveau-Brunswick) et dans les foires commerciales (Québec, France, Belgique et Suisse). Nous avons aussi fait un suivi auprès des bailleurs de fonds qui assuraient la mise en circulation de ces produits et performances. Nous assistions ainsi à la construction d'un marché de niche pour la francité canadienne dans les secteurs du tourisme patrimonial, des foires commerciales et de la production artistique et culturelle. Un pan entier de ce volet était dévoué à l'impact de la mondialisation sur la scène artistique acadienne; d'une part par l'entremise de la circulation des artistes sur la scène internationale et, d'autre part, par le biais d'une ethnographie d'un spectacle musical qui participait de la professionnalisation de la scène artistique acadienne, inscrit à la fois dans la reproduction de la fierté modernisante et dans la réorientation vers les marchés touristiques.

Notre travail de terrain auprès des festivals régionaux nous a permis de constater l'effet des restructurations du mandat des agences gouvernementales subventionnaires sur le contenu des manifestations. On assistait (encore une fois) à la réinscription de la francophonie canadienne dans le multiculturalisme canadien. Par exemple, le Festival du village, en Ontario, offrait, en plus des spectacles de rigodons axés sur la tradition franco-canadienne des familles musicales et d'un spectacle rock d'artistes qui ont œuvré au sein de la modernisation de la musique franco-canadienne depuis les années 1960, un spectacle autochtone et un spectacle de musique africaine.

La production de spectacles à grand déploiement racontant l'histoire des peuples franco-canadiens témoignent des tensions liées à la production et la vente de l'histoire franco-canadienne pour un public que l'on souhaite mondialisé. Ces spectacles s'appuient sur une vision essentialisée et homogénéisante de la francophonie canadienne, celle-là même qui a servi de base pour les mobilisations politiques des années 1960-70. Or, les formats des spectacles, inscrits dans le développement du tourisme patrimonial, mettent l'accent sur la mise en marché des produits pour un public diversifié : par l'immigration croissante au sein des communautés francophones, par la présence d'anglophones bilingues, par le désir d'attirer un public québécois et franco-européen. On rencontre justement souvent la difficulté de vendre ce produit à un public non mobilisé par la cause francophone, surtout celle des communautés en milieu minoritaire. Le spectacle lui-même, lorsqu'il rencontre des difficultés financières, devient objet de lutte identitaire; il est donc le site de tensions entre le spectacle comme produit et le spectacle comme moyen de conscientisation politique.

Les images tirées du passé colonial du Canada sont elles-mêmes reprises lors de la circulation des biens canadiens sur le marché des foires commerciales en Europe. Ces

images, d'autochtones et de colons canadiens-français à ceinture fléchée, côtoient le mythe des grands espaces canadiens, de la nature et du froid pour assurer la vente d'attrapeur de rêve, de sirop d'érable, de viande de bison, ou de manteaux d'hiver, et aussi de nouveaux « produits du terroir ». Mais on peut aussi exploiter celle de l'efficacité nord-américaine pour la vente de produits techniques.

À travers leurs expériences subjectives et personnelles, les acteurs des foires (organisateurs, vendeurs, promoteurs...) présentent, au-delà de leurs intérêts économiques et personnels, leur accord ou désaccord à l'encontre d'une certaine vision du Canada produite sur les foires, manière de servir à la fois certaines valeurs économiques de la mondialisation, une vision de la nation et des minorités (francophones ou autochtones), ou une affirmation du fait français.

Les pratiques langagières jouent un rôle fondamental à la fois dans l'élaboration des discours et de leur circulation en Europe, et dans les pratiques de vente. En ce sens, la mise en scène d'un français canadien, québécois ou acadien authentique (parfois même imité par des Européens) permet la valorisation d'un produit (destiné à être vendu) mais aussi d'une certaine vision de la langue, utilitaire et porteuse de lien social.

D'un autre point de vue, les spectacles présentés dans les festivals jouent parfois d'un certain « exotisme » attractif mais aussi d'une connivence avec les Européens, voire d'un lien historique commun. Cette vision permet alors de revaloriser les valeurs des communautés canadiennes françaises pour une identité historique affirmée. Mais l'on voit aussi des créations artistiques qui présentent une autre dimension de la communauté, faite de métissages linguistiques, de l'anglais au chiac ou au joual, pour dire une autre façon de vivre une canadianité, une québécoisité ou une acadianité mondiale.

On trouve également des espaces de production qui permettent un discours différent sur la francophonie canadienne au sein des circuits de production artistiques au sein de festivals de musique en Europe -- c'est à une mondialisation de la différence culturelle que nous assistons. Là, l'Acadie en particulier est invitée à se produire dans sa différence – une différence inscrite dans l'action de ses musiciens pour soutenir un marché artistique francophone.

Sur le plan linguistique, nous avons pu observer que les artistes acadiens (à qui nous avons accordé une attention particulière) ont développé une attitude marquée par l'ambivalence à l'égard de leurs pratiques langagières; ils oscillent entre le désir d'uniformiser leurs pratiques vers un certain français standardisé tout en misant sur leurs particularités linguistiques pour se différencier, différence qui est de plus en plus recherchée (et qui acquiert une valeur marchande) en cette ère de la mondialisation autrement marquée par l'uniformisation des pratiques sociales et linguistiques. Sur le plan identitaire, les artistes interrogés ont pour la plupart indiqué que les contacts internationaux ont aiguisé leurs désirs de s'approprier une identité acadienne fondée sur l'affirmation d'une différence tout en puisant à même ces différents contacts pour repenser et redéfinir leur identité acadienne qu'ils veulent ouverte à *l'autre* et sensible à la diversité culturelle.

Par ailleurs, les personnes rencontrées à l'extérieur de l'Acadie ont émis toute une gamme de réactions à l'égard des spectacles et des artistes acadiens. Les uns sont à la recherche de l'exotisme et préfèrent les artistes qui mettent de l'avant les aspects les plus folklorisés de la langue et de la culture acadiennes. Les autres sont à la recherche de représentants de l'Acadie moderne mais ils insistent sur la nécessité pour les artistes

acadiens de se différencier de la «masse francophone» et donc de conserver les éléments (langue, narration historique) qui assurent leur spécificité (et donc une valeur ajoutée).

Le volet de la production culturelle et identitaire nous a permis de nous rendre compte de l'impact de l'ouverture des marchés artistiques et touristiques sur la définition de l'identité franco-canadienne. Des conceptions contradictoires de la langue œuvrent au sein de ses marchés : l'homogénéité linguistique et – contrairement – le vernaculaire comme marqueurs d'authenticité ethnonationale dans la conception et la présentation des produits, et le standard et le multilinguisme comme moyens de faire circuler les produits, d'assurer l'intercompréhension et d'attirer les publics. La véritable exportation de la conception du soi francophone et acadien à laquelle nous avons pu assister, exportation qui prend de plus en plus d'ampleur, révèle des tensions énormes autour de la valeur et des formes des ressources langagières en circulation, avec des enjeux importants potentiels pour les rapports de pouvoir de la francophonie canadienne.

5) Traduction et industries de la langue

La langue joue un rôle déterminant dans la tertiarisation de la nouvelle économie mondialisée, c'est-à-dire dans l'économie du savoir et dans le service à la clientèle. Nous avons donc étudié des espaces discursifs où circule le français transformé en bien d'échange, où la performance langagière est évaluée comme habileté de travail, et où la définition de ce qui compte comme bonne compétence langagière est un enjeu. Notre enquête nous a amené à examiner une entreprise de traduction siégée à Moncton et deux organisations pancanadiennes qui ont pour mission de définir et de contribuer au développement d'un marché pour l'expertise technique linguistique.

Suite au *Plan d'action pour les langues officielles* (2003), le gouvernement a créé une association pan-canadienne pour réunir et appuyer les industries de la langue (notamment la traduction, l'interprétation, les technologies langagières et la formation linguistique) afin de saisir l'avantage concurrentiel du bi- et multi-linguisme au Canada sur la scène internationale. Selon les données de l'Association de l'Industrie de la Langue (AILIA) en 2004, les revenus annuels des presque 2000 entreprises qui constituaient à l'époque l'industrie canadienne de la langue étaient près de 1 milliard de dollars. Le Canada se plaçait parmi les cinq pays producteurs de services de traduction (environ 10% du marché mondial) et de formation linguistique (environ 12%). On voit se développer au même moment une agence, également mise sur pied par le gouvernement fédéral, afin d'établir des normes de compétence nationales en anglais et en français, voire de rechercher, de développer et de promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des normes langagières. Cette tentative est surtout censée contribuer à la formation d'immigrants adultes et à l'évaluation de futurs immigrants venant s'établir et travailler au Canada. Mais on voit bien les liens entre l'industrie de la langue comme marché et l'immigration, surtout pour ce qui est à la fois de la définition des compétences requises dans la nouvelle économie et pour ce qui est du secteur de l'économie voué à sa gestion.

La traduction est également un secteur important sur ce marché linguistique. Ce volet du projet a examiné de près une étude de cas, le plus grand cabinet de traduction au Canada, dont le siège social est sis à Moncton. Il s'agit d'une entreprise qui est d'envergure internationale, qui non seulement recrute ses traducteurs et traductrices tant au Canada qu'en Europe, mais aussi cherche activement sa clientèle à l'extérieur du pays, et qui est hautement technologisée, exploitant au maximum les plus récents outils

informatiques de traduction, de terminologie et de gestion du flux de travail. Nous avons cherché à comprendre la nature, l'histoire, le fonctionnement, le marché et les réseaux des activités auxquelles participe une entreprise en traduction. En d'autres termes, qui traduit? Que traduit-on? Pour qui traduit-on? Comment traduit-on? Qui légitimise la pratique? En d'autres termes, comment la traduction comme pratique sociale contribue-t-elle à la construction de normes de bilinguisme, à l'attribution de la valeur à l'expertise linguistique, et à la définition de qui peut compter comme « expert-e »?

À travers ces trois espaces, nous constatons que malgré les changements qui découlent de la nouvelle économie mondialisée, des changements qui ont permis l'expansion de l'industrie de la langue et la revendication d'une forme universalisée et facilement transportable/transposable de la langue, l'industrie a du mal à sortir des idéologies langagières homogénéisantes du discours modernisant. Même si on célèbre le bi-/multi-linguisme d'une grande partie de la population canadienne, on le divise en monolinguisms parallèles, ce qui ne correspond pas forcément aux pratiques d'une grande partie de la population bilingue. Et même si on essaye de le détacher des liens d'appartenance et d'authenticité, on accorde une valeur aux compétences du « locuteur natif ». De plus, le marché est divisé entre secteurs (comme le tourisme patrimonial) qui valorise le vernaculaire, et des secteurs préférant des formes standardisées. Le résultat est un discours contradictoire sur la valeur de l'expertise. Parfois on vise la professionnalisation du travail langagier, mais souvent les emplois sont peu rémunérés, peu stables et fournissent peu de bénéfices; parfois on mise sur des tests standardisés, parfois sur les instincts du locuteur natif. L'effet est la féminisation et la dévalorisation des ressources plurilingues, ainsi que l'émergence de luttes entre divers groupes ayant acquis le bilinguisme par différents moyens (l'école, la communauté, l'immigration). Finalement, nous constatons que les tentatives de gérer le plurilinguisme comme n'importe quelle habileté technique rencontrent des obstacles dû aux difficultés d'isoler la langue de son contexte social ou de son existence comme pratique sociale imbriquée dans des idéologies toujours très fortes d'identité et d'appartenance.

6) Conclusion

Les nouvelles conditions de mobilité transnationale qui caractérisent le secteur tertiaire mondialisé créent des tensions en ce qui concerne la production et la reproduction de la francité canadienne. Nous sommes dans une période de changement profond, au sein de laquelle se côtoient la transformation de la langue et de l'identité en bien d'échange, l'authenticité et la rentabilité, la valorisation du vernaculaire variable et du standard homogène, les espaces unilingues et le plurilinguisme, l'appartenance et la diversité. Comme tout changement, celui-ci ouvre des possibilités pour certains acteurs sociaux tout en créant des problèmes pour d'autres. Ce sont les hommes des bastions traditionnels qui sont sans doute les plus déplacés, et les femmes et les immigrés qui se concentrent dans les domaines moins bien rémunérés des nouveaux services langagiers.

Mais les participants aux espaces francophones se multiplient et se diversifient. Les bastions traditionnels se transforment en même temps que les villes deviennent de nouveaux centres d'une francité cosmopolitaine. La francité uniformisée n'existe plus, nulle part, sauf dans l'imaginaire sur les marchés du tourisme et du produit authentique.

Bibliographie sélectionnée (voir www.oise.utoronto/crefo pour la liste complète)

Publications en ligne

Livre :

Heller, M. (dir.) (2007) *Bilingualism: A Social Approach*. London: Palgrave Macmillan.
<http://www.palgrave.com/products/title.aspx?PID=274003> (résumé disponible)

Numéro thématique de revue :

Langage et Société No 118 : décembre 2006, Paris : Maison des sciences de l'homme.
« Langues et nouvelle économie. Le cas du Canada ». Dirigé par M. Heller et J. Boutet.
<http://www.l-et-s.msh-paris.fr/> (site web de *Langage et Société*)
http://www.revues.msh-paris.fr/Modele1/nospebook2.asp?id_nospe=375&id_perio=61
(résumés disponibles)

- Boutet Josiane et Monica Heller « Vers de nouvelles formes de pouvoir langagier ? Langue(s) et identité dans la nouvelle économie »
- Dubois Lise, LeBlanc Mélanie et Maurice Beaudin « La langue comme ressource productive et les rapports de pouvoir entre communautés linguistiques »
- Kahn Emmanuel et Monica Heller « Idéologies et pratiques du multilinguisme au Québec : luttes et mutations dans un site de la nouvelle économie »
- Moïse Claudine, McLaughlin Mireille, Roy Sylvie et Chantal White « Le tourisme patrimonial : la commercialisation de l'identité franco-canadienne et ses enjeux langagiers »

Articles :

Boudreau, A et Dubois, L. (2005). « L'affichage à Moncton: masque ou miroir? ». Bulot, T. et Dubois, L. (dirs.). Actes de la 4^e Journée international de sociolinguistique urbaine : *Signalétiques et signalisations linguistiques et langagières des espaces de villes (configuration et enjeux sociolinguistiques)*. Revue de l'Université de Moncton, 36 (1): 185-217.
<http://www.erudit.org/revue/rum/2005/v36/n1/index.html> (plan de l'article disponible)

Heller, M. (2005). « Une approche sociolinguistique à l'urbanité ». Bulot, T. et Dubois, L. (dirs.). Actes de la 4^e Journée international de sociolinguistique urbaine : *Signalétiques et signalisations linguistiques et langagières des espaces de villes (configuration et enjeux sociolinguistiques)*. Revue de l'Université de Moncton, 36 (1): 321-346.
<http://www.erudit.org/revue/rum/2005/v36/n1/index.html> (plan de l'article disponible)

Heller, M. (2005) "Language, skill and authenticity in the globalized new economy". *Noves_SL*.
http://www6.gencat.net/llengcat/noves/hm05hivern/heller1_2.htm (article disponible)

Heller, M. (2004). "Paradoxes of language in the new economy". *Babylonia*, 4:32-34.
<http://www.babylonia-ti.ch/BABY404/helleren.htm> (article disponible)

Moïse, C. (2006). « Le discours mondialisant de la minorité franco-ontarienne : des grands espaces du Nord à l'espace urbain », Lord, M.-L. (Dir.), *Urbanité et durabilité des communautés francophones du Canada*, Francophonies d'Amérique, Presses de l'université d'Ottawa, 22:209-225. http://www.crccf.uottawa.ca/francophonies_amerique/fa_22.html (résumé disponible)

Autres publications :

Boudreau, A. et Dubois, L. 2007. Mondialisation, transnationalisme et nouveaux accommodements en Acadie du Nouveau-Brunswick. *Les actions sur les langues : Synergie et partenariat*. (G. Chevalier, dir.). Paris : Agence universitaire de la Francophonie : 69-83.

Boudreau, A. et Dubois, L. 2007. « Français, acadien, acadjonne : Competing discourses on language preservation along the shores of the Baie Sainte-Marie » *Discourses of endangerment: Interest and Ideology in the defense of languages* (Duchêne, A & Heller, M. dir.). Continuum International Publishing Group London, New York : 99-121.

da Silva, E., M. McLaughlin & M. Richards (2007). « Bilingualism and the Globalized New Economy: the Commodification of Bilingualism and the Emergence of the Language Worker », dans : M. Heller (dir.). *Bilingualism: A Social Approach*. Londres: Palgrave Macmillan, pp. 183-206.

Heller, M. (2007). « Transnational multilingual communities », dans : P. Auer et Li Wei (dir.). *Multilingualism. Handbook for Applied Linguistics, vol. 5*. Berlin: Mouton de Gruyter, pp. 539-553.

Heller, M. (2007). « “Langue”, “communauté” et “identité”: le discours expert et la question du français au Canada ». Numéro spécial, « Dynamiques et pratiques langagières » (M. Daveluy, dir.). *Anthropologie et sociétés*, 31(1): 39-54.

Labrie, Normand (2007). « La recherche sur l'éducation de langue française en milieu minoritaire : pourquoi ? », dans : Y. Herry et C. Mougeot (dir.). *Recherche en éducation en milieu minoritaire francophone*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Labrie, Normand (2006), « On est supposé être comme un luxury chain » négociation langagière du virtuel et de la distance dans un centre d'appels en Acadie », dans : A. Magord, *Adaptation et innovation: expériences acadiennes contemporaines*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 251-267.

McLaughlin, M. et S. Malaborza (à paraître). « Les spectacles à grand déploiement et les représentations du passé et de l'avenir », *Les Cahiers franco-canadiens de l'Ouest*.

Moïse, Claudine, Gabrielle Budach, Alexandre Duchêne et Mary Richards (2007). « Le bison, la fleur de lys et la feuille d'érable : vrais ou faux stéréotypes canadiens ? », dans Boyer, H. (Ed.), *Stéréotypage, stéréotypes fonctionnements ordinaires et mises en scène*, Paris : L'Harmattan, pages 29-45.